

## DECLARATION LIMINAIRE CTL DU 15/10/2013

Soumettant sans ciller les ministères jugés non prioritaires à une nouvelle cure d'austérité pour 2014, le gouvernement Ayrault projette donc de supprimer 13 123 postes. Pour l'administration des Finances, le préjudice en emplois s'élèvera à 2 564 dont 1 988 pour la DGFIP. Notre ministère fait décidément l'objet d'une attention toute particulière, pourtant contradictoire avec la volonté affichée de recouvrer massivement les impôts et de satisfaire au corset budgétaire imposé par Maastricht.

Quelle est la situation aujourd'hui dans notre pays :

- d'un côté 50 milliards de fraude fiscale évaluée, constituant une augmentation de 25% depuis 2008 et de l'autre pour la même période des effectifs à la DGFIP qui ont fondu de plus de 10% ;
- d'un côté, 20 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux pour le patronat (avec le crédit emploi compétitivité), sans contrepartie de création d'emplois ou d'augmentation des salaires et de l'autre le gel du barème de l'impôt sur le revenu, et des ponctions sur le revenu de tous les retraités, indistinctement de leurs capacités contributives ;
- d'un côté 10% de chômeurs, 8,1 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et de l'autre le patrimoine total des 500 familles les plus riches de France qui progresse de 73 milliards entre 2009 et 2012. Où est donc la justice fiscale et sociale ?
- D'un côté des agents de la DGFIP qui gèrent au quotidien les effets dévastateurs de la crise et de son coût humain.
- D'un côté donc des agents servant d'éponge au malaise social, fréquemment pris à partie à nos guichets, à qui l'on annonce la reconduction du gel du point d'indice pour une cinquième année supplémentaire, la destruction de nouveaux emplois et pour les plus jeunes, la promesse du travail jusqu'à épuisement avec l'allongement de la durée de cotisation et de l'autre des marchés financiers continuant à s'enrichir sur la dette des Etats et la précarisation des peuples.

Suffit-il également de baisser le taux et le nombre des indicateurs pour résoudre tous les problèmes ? Bien évidemment non, si cela n'est pas couplé à une réflexion de fond portant sur les missions et les moyens nécessaires pour les accomplir !

Nous ne connaissons pas encore le nombre de suppressions d'emplois pour notre département, mais il semble que ce soit encore une cinquantaine ce qui va rendre la situation des services intenable.

Le DG est venu dans notre département, à quoi bon, nous avons pensé qu'il avait compris la situation du département. Que nenni, l'administration continue à nous couler !!!

Mais ne désespérons pas, notre nouveau DDFIP aura sûrement une solution !

Les décisions prises un jour à la va vite, finissent toujours par des retombées concrètes.

La preuve éclatante nous en est donnée par la demande du Maire de Sigale, qui souhaite être rattaché à la trésorerie de Puget-Théniers au lieu de Levens, suite à la fermeture sans concertation de la trésorerie de Roquesteron.